

Par courriel en réponse du 27 janvier, un délai était sollicité de la part des responsables de *Spectrum* afin d'opérer la recherche d'une personne intéressée, ce qui fut accordé.

Le 9 février puis le 27 février 2023, des échanges révélaient qu'aucune personne intéressée n'avait pas encore été trouvée au sein de *Spectrum*. Le président du CER constatait alors que les membres de ces domaines ne sont pas parmi ceux qui soumettent des dossiers au CER, ce qui peut sans doute expliquer cela. Enfin, le 3 avril, un échange téléphonique avec la direction de l'EUR révélait que la recherche d'une personne susceptible d'intégrer le CER avait été vaine.

Il est donc proposé d'attribuer le siège à un autre domaine.

Le président du CER relève que parmi les deux sièges Droit-économie-gestion, ce sont des économistes qui occupent les deux sièges, comme ce fut le cas antérieurement. Or, le regard de juristes se révèle important dans les appréciations réalisées, ne serait-ce que pour l'interprétation de certains textes encadrant diverses recherches (par exemple le Code de la Santé Publique). La présence d'un avocat dans le second collège poursuit cette appréciation, et le président du CER actuel est juriste, mais la présidence est de nature à être renouvelée. Le président du CER suggère ainsi au CAC de remplacer le siège « Sciences fondamentales » par l'appellation « Droit » et, pour les deux sièges « Droit-Economie-Gestion », de retirer le mot « Droit ».

Proposition de nouveau texte :

À l'article 2.1 du règlement intérieur du CER à propos de la composition du comité

Les mots :

- Sciences fondamentales : 1,
- Droit Économie Gestion : 2,

Sont remplacés par les mots :

- Droit : 1,
- Économie Gestion : 2,

Proposition de résolution 1 (soumise au vote du CAC)